

Olivier DONNAT
DEP Ministère de la culture et de la communication

POURQUOI UN COLLOQUE MAINTENANT ?

J'aimerais évoquer pour commencer les circonstances dans lesquelles est née l'idée du colloque qui nous réunit aujourd'hui. Il faut remonter en réalité à 1998, au moment où ont été publiés les résultats de la dernière enquête sur les Pratiques culturelles françaises. Un double constat s'était alors imposé :

- d'abord, il fallait bien, à la lecture des résultats, se rendre à l'évidence : les mêmes hiérarchies et les mêmes écarts apparaissaient, les tendances observées ne faisaient que prolonger celles de l'enquête précédente, et les commentaires peinaient à ne pas retomber dans la dénonciation répétitive des mêmes disparités sociales et géographiques. Bref un sentiment de « toujours pareil » dominait, au point de faire douter de la capacité de l'enquête à prendre en compte les mutations à l'œuvre. Et si les contraintes de la comparabilité qui obligeaient à conserver la même structure de questionnaire était à l'origine d'un décalage croissant entre les comportements observés et les comportements réels ? Et si l'outil que certains étaient tentés d'utiliser comme un véritable baromètre de l'évolution des comportements culturels des Français était « par construction » inapte à percevoir le changement ?

- la montée en puissance de ce doute n'était pas étranger au fait qu'un autre regard était désormais porté sur les publics de la culture à travers les nombreuses enquêtes et études menées à l'initiative des établissements culturels, des collectivités territoriales et des milieux de recherche. En effet, toutes les études qui portaient sur des publics spécifiques mettaient en évidence beaucoup plus facilement que les grandes enquêtes nationales la diversité des usages, des goûts et des itinéraires culturels et pouvaient appréhender beaucoup plus finement le jeu des petites différenciations puisqu'elles portaient sur des populations plus homogènes.

Il fallait par conséquent prendre en compte cette nouvelle situation créée par l'existence de nombreuses enquêtes dites de « public » dont la multiplication ne s'était accompagnée d'aucune mutualisation des moyens ni confrontation des résultats. La Ministre de l'époque, Catherine Trautmann, avait alors demandé au DEP de mettre en place un séminaire permanent sur la connaissance des publics de la culture pour permettre aux responsables de la question des publics dans les directions centrales du Ministère et des établissements sous tutelle d'engager une réflexion sur les outils d'observation, les méthodes d'enquête et les conditions d'une meilleure comparabilité des données.

Ce séminaire s'est tenu pendant deux ans à partir de novembre 99 à raison d'une séance mensuelle et une partie de ses travaux ont été publiés dans un ouvrage intitulé « Les publics des équipements culturels - Méthodes et résultats d'enquête ». Peu à peu, au fil des réunions, s'est fait sentir la nécessité d'ouvrir ce séminaire à des personnes extérieures, et au cours de la seconde année de fonctionnement, nous avons invité des chercheurs à venir présenter leurs travaux, ce qui était déjà un premier pas dans le cheminement qui a conduit au colloque.

Reconnaissons également que nos discussions dans le cadre de ce séminaire sur les mérites respectifs de telle ou telle méthode avaient parfois tendance à déborder sur des considérations plus générales, par exemple sur les ambiguïtés de la politique culturelle qui ne permettaient de mettre en place de véritables outils d'évaluation ou sur le peu d'empressement que manifestaient parfois certains décideurs pour s'emparer des résultats d'enquête. Bref, nos interrogations avaient du mal à se limiter au seul domaine méthodologique et il faut bien avouer que nous avons parfois poussé l'audace jusqu'à aborder la question de la cohérence de la politique culturelle, de ses missions et de ses moyens.

Et c'est ainsi, à travers ce double mouvement vers les travaux menés par les milieux de la recherche et les débats sur la place réelle de la question des publics dans la politique culturelle, que nous sommes arrivés à l'idée de colloque.

Restait alors à en définir les grandes orientations.

Vous avez déjà pris connaissance du programme et bon nombre d'entre vous ont par conséquent déjà probablement eu l'occasion de déplorer l'oubli de certains thèmes incontournables ou de regretter le caractère excessivement restrictif de certaines orientations. J'imagine que vos frustrations sont déjà grandes, avant même que le colloque ne débute. Aussi, sans vouloir justifier l'ensemble des décisions qui ont été prises, j'aimerais évoquer trois choix qu'on peut légitimement regretter mais qui sont apparus comme nécessaires, dès l'instant où on renonçait à faire un colloque sur une semaine entière, ce qui –vous en conviendrez- aurait posé d'autres types de problèmes.

Le premier choix renvoie à la décision de placer les interrogations du colloque pour l'essentiel sur le terrain de la sociologie, même si plusieurs intervenants appartiennent à d'autres champs disciplinaires comme l'histoire, les sciences politiques ou les sciences de la gestion. Favoriser plus franchement le dialogue entre les disciplines était bien entendu une option possible, mais elle nous est apparue trop porteuse de risques de dispersion et peut être aussi trop novatrice dans le domaine culturel pour la retenir.

Par ailleurs, vous avez pu constater que le colloque était presque entièrement centré sur le cas français, même si la matinée de samedi offre une perspective européenne, notamment avec la présentation des résultats de la première enquête sur les pratiques culturelles des habitants de l'Union Européenne. Un tel choix peut surprendre à l'heure de la construction européenne et de la mondialisation de la culture, et c'est vrai que nous avons longuement hésité avant de renoncer à jouer la carte de l'international. Nous y avons finalement renoncé parce que comparer la manière dont différents pays abordent la question des publics alors

que leur histoire, leur organisation administrative et souvent leur conception même de la politique culturelle sont très différentes, nous est apparu une entreprise trop périlleuse. Pour mener à bien un tel projet en refusant la facilité qui consiste à simplement juxtaposer plusieurs situations sans rechercher les facteurs explicatifs des différences observées, il aurait fallu, en réalité, organiser un autre colloque.

Enfin, le colloque a privilégié la fréquentation des équipements culturels, ce qui peut sembler presque paradoxal à un moment où la diversification des modes d'accès à l'art et à la culture apparaît comme une des mutations majeures des dernières décennies. Nous parlerons ici surtout de fréquentation des bibliothèques et non de lecture, de fréquentation des salles de cinéma, des salles de concert ou des théâtres et peu de multimédia ou de pratique amateur alors que les interrogations sur les rapports de complémentarité/concurrence entre les activités de sorties et les activités domestiques liées à l'audiovisuel ou entre les pratiques amateur et la fréquentation des œuvres des professionnels alimentent aujourd'hui des débats essentiels pour la politique culturelle. Sur ce point aussi, nous avons préféré restreindre le champ des questionnements pour éviter une trop grande dispersion des interventions et des débats.

Voilà, j'espère que ces brèves explications sur quelques-uns des choix qui ont présidé à l'élaboration du programme atténueront vos frustrations, au moins provisoirement.

Le colloque que nous vous proposons n'est pas une rencontre scientifique au sens strict du terme, en dépit de la présence de beaucoup d'universitaires et de chercheurs du CNRS parmi les intervenants. Il ne s'agit pas non plus de journées d'études qui réuniraient des professionnels de la culture pour dresser un bilan des expériences menées dans leurs établissements pour augmenter la fréquentation ou diversifier les publics. Il ne s'agit pas non plus d'une de ces grands messes où maîtres penseurs et spécialistes de la prospective viendraient livrer les clefs de l'évolution de nos sociétés et nous aider à lire dans le présent ce qui annonce l'avenir. Ce n'est rien de tout cela, et pourtant comment ne pas avouer qu'en préparant le programme nous avons certainement rêvé que ce colloque soit tout cela à la fois ? C'est à dire, tour à tour et en même temps, un bilan des dernières avancées méthodologiques et théoriques sur le terrain de la recherche, une réflexion critique sur les politiques menées en direction des publics dans les équipements culturels, et enfin une porte ouverte sur l'extérieur de la culture qui fasse souffler un vent frais sur nos approches et nos problématiques.

Chacun, bien entendu, en fonction de la position qu'il occupe, sera plus ou moins sensible à chacune de ces dimensions : étudiants, chercheurs, directeurs de services culturels, professionnels de l'action culturelle ne sont pas ici pour les mêmes raisons et ne peuvent avoir les mêmes attentes. Aussi est-il peut-être utile de préciser quelles sont mes propres attentes en tant que responsable de l'axe « Pratiques et publics culturels » au DEP pour mieux vous faire comprendre dans quel esprit le colloque a été conçu.

A vrai dire, si le DEP s'est lancé avec enthousiasme dans une telle aventure, c'est qu'il avait déjà engagé une réflexion sur son dispositif d'observation des comportements culturels, notamment sur la place que l'enquête "Pratiques culturelles des Français" devait jouer dans ce dispositif. A bien des égards, la réflexion engagée avait une portée plus générale puisqu'elle concernait le statut actuel du chiffre dans l'administration culturelle. Il fut un temps en effet où les chiffres étaient rares et où la quantification apparaissaient comme un outil puissant au service de la planification culturelle, pour mettre fin à l'ère des goûts et des couleurs, comme le disait Augustin Girard en 1964 au colloque de Bourges. Depuis, notamment au cours des vingt dernières années, la culture du chiffre a gagné un terrain considérable : produire des chiffres sur la vie culturelle constitue bien entendu toujours un facteur de progrès, à condition toutefois de ne pas ignorer les conditions de leur production. A les regarder comme un simple reflet de la réalité, on risque fort de céder à la tentation de la fétichisation ou à la logique de l'audimat qui conduit à lire les résultats d'enquête à l'aune d'une seule et même question : « Qu'est ce qui descend et qu'est ce qui monte ? »

Comment se satisfaire aujourd'hui de l'usage qui est fait des résultats d'enquête ?

Pendant longtemps, depuis les premiers travaux de Joffre Dumazedier et Pierre Bourdieu - qu'on salue respectueusement au passage car, sans eux, penserions-nous aujourd'hui ce que nous pensons ? - les choses ont été relativement claires : d'un côté l'objectif de démocratisation que se fixaient les pouvoirs publics appelaient des enquêtes pour dresser un constat et mesurer l'efficacité des actions entreprises ; de l'autre, le travail de mise en évidence des disparités sociales et géographiques du sociologue appelait implicitement l'intervention des pouvoirs publics pour combler les écarts, réduire les inégalités d'accès. Aujourd'hui, force est de constater que les choses sont plus complexes, contradictoires mêmes à certains égards.

Nous n'ignorons pas que notre insatisfaction tient aussi à l'élévation de notre niveau collectif d'exigence. Il est aujourd'hui devenu plus difficile, en effet, de se satisfaire des grandes catégories qui servent à penser les rapports des individus aux objets et produits culturels ou à comprendre les conditions d'émergence du « désir » de culture. La plupart des travaux sociologiques récents, en mettant l'accent sur la pluralité des régimes d'action, la diversité des contextes d'usage et le relatif brouillage de l'échelle de la légitimité culturelle ne peuvent que susciter de nouvelles attentes à l'égard d'une enquête comme "Pratiques culturelles des Français" et renforcer notre défiance à l'égard des schémas interprétatifs généraux construits autour de quelques concepts clé. Ceci vaut bien entendu, en premier lieu peut-être, pour le modèle théorique de la légitimité culturelle, compte tenu du rôle qu'il a joué (et qu'il joue encore) dans le champ de la sociologie de la culture.

Et pourtant – et c'est bien là où réside la difficulté du moment présent – tous les résultats d'enquête disponibles montrent qu'en dépit des profondes mutations de ces dernières décennies, le niveau de diplôme et l'origine sociale demeurent des variables déterminantes pour comprendre l'intensité et les formes que prend l'intérêt pour la culture. Face au constat de la permanence d'une forte stratification sociale dans l'accès aux équipements culturels, par exemple, que

faire ? Le répéter une fois de plus, au risque d'apparaître comme un fanatique de la reproduction aveugle aux changements ? Le passer sous silence, comme on le fait avec les secrets de famille que tout le monde connaît mais dont personne ne parle ? Ou bien l'évoquer rapidement, à la dérobée, avant de commenter plus longuement d'autres facteurs de différenciations plus « originaux », médiatiquement plus porteurs mais quantitativement moins importants.

En définitive, toutes ces interrogations nous ramènent à la question lancinante de la démocratisation qui – vous l'avez peut-être deviné – constitue la trame de ce colloque.

Bien entendu, personne n'imagine apporter ici de réponses définitives à cette question ni mettre fin au flottement sémantique qui a toujours prévalu dans ce domaine, mais peut-être peut-on encore espérer, au moment où le colloque n'a pas encore commencé, qu'il contribue à ouvrir de nouveaux horizons. Le principe de réalité ne manquera pas de nous ramener à plus de modestie. Nous devons très probablement renoncer à aborder certains thèmes ou questions essentiels et devons écourter des débats passionnants. Vos frustrations qui sont déjà très fortes seront - n'en doutons pas - encore plus fortes à l'issue du colloque. Peu importe finalement, si les deux journées et demi que nous allons passer ensemble permettent à chacun de découvrir à travers la parole de l'autre de nouvelles catégories de penser ou de nouveaux outils pour l'action, bref des raisons de faire un pas en avant, ou un pas de côté.

Car, au fond, nous sommes tous là pour exprimer notre point de vue, le défendre, mais peut-être aussi pour en changer.